

REFLEXIONS SUR LA CAUSALITE D'UN MANQUE : POURQUOI Y A-T-IL SI PEU DE MOBILISATIONS EN TURQUIE ?

Gilles Dorronsoro

Ce texte est né d'un étonnement - partagé par de nombreux journalistes et chercheurs - à propos de l'évolution de la situation en Turquie ces derniers mois. Dans un contexte caractérisé de façon simultanée par une dégradation très forte de l'économie et une délégitimation marquée des institutions politiques, il n'y a pas eu d'« explosion sociale » ou, dans une terminologie plus sociologique, de mobilisations conduisant à une « crise ». Rappelons que, pour Michel Dobry, une crise est définie par « des mobilisations affectant simultanément plusieurs sphères sociales différenciées d'une même société »¹. Après avoir rapidement présenté la situation économique et politique actuelle, nous proposerons quelques hypothèses qui peuvent expliquer le caractère faible et/ou sectoriel des mobilisations, notamment à partir de la nature sécuritaire du système politique turc².

LA SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE

Le champ politique est le lieu d'une série pratiquement ininterrompue de scandales depuis l'affaire Susurluk³ avec les premières révélations concernant les liens entre partis

¹ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, FNSP, 1986, p. 13. La crise n'est donc pas, dans ce sens précis, des tensions affectant un champ (par exemple une hyper inflation ou la démission d'un gouvernement). Le texte qui suit peut se lire comme un commentaire sur cet ouvrage, dans le cadre d'un régime non-démocratique.

² Nous proposons cette terminologie qui suppose une différence à la fois par rapport aux systèmes démocratiques et aux régimes autoritaires classiques. Le thème de la démocratisation, qui a connu un certain succès pour la Turquie, fonctionne de façon téléologique (la Turquie comme démocratie à venir) et dissimule en fait les particularités du régime mis en place après le coup d'Etat militaire de 1980. Si l'on considère, ce qui est notre cas, que la Turquie vivait sous un régime démocratique dans les années soixante-dix, on voit la réversibilité des phénomènes de démocratisation. Pour une critique des théories de la transition, voir notamment Michel Dobry et al., " Les processus de transition à la démocratie ", *Cultures et Conflits*, 17, printemps 1995.

³ L'affaire Susurluk débute en novembre 1996 avec un accident de voiture dans le district de Susurluk qui met en évidence les rapports entre un député du DYP (parti de Ciller), un haut responsable de la police et un militant d'extrême-droite reconverti dans le banditisme et recherché par Interpol. Malgré l'ampleur des révélations qui ont suivi, aucun responsable politique important n'a été condamné.

politiques, police et mafias d'extrême-droite. Les affaires touchent également les plus hautes autorités de la République : plusieurs proches de l'ancien président Demirel (son neveu et son beau-frère) sont soupçonnés de corruption et ont été inculpés. Dernièrement, deux scandales majeurs ont frappé successivement l'ANAP (centre-droit) et le MHP (extrême-droite), deux des trois partenaires de la coalition gouvernementale. Deux ministres ont été accusés de pratiques frauduleuses dans le cadre de leurs fonctions et ont été forcés de démissionner à la suite d'une campagne de presse⁴. Plus généralement, les partis au pouvoir sont issus de traditions idéologiques très différentes et n'ont pour point commun que d'avoir été dans l'opposition au moment de la démission forcée - sous la menace d'un coup d'Etat militaire - du gouvernement de coalition dominé par le Refah (parti de la prospérité, islamiste) en 1997. Ces partis couvrent les pratiques affairistes de leurs militants et infiltrent les ministères et les institutions d'Etat en nommant leurs militants à des postes de responsabilité. Le noyautage du ministère de la Santé par le MHP est le cas le plus connu⁵. Enfin, la cote de confiance des partis politiques, déjà extrêmement faible depuis plusieurs années⁶, s'est proprement effondrée ces derniers mois. Dans les intentions de vote, aucun des partis au pouvoir ne passe le barrage des 10 % qui permet d'avoir une représentation parlementaire⁷.

Au-delà des partis politiques, les institutions bénéficient d'une confiance très limitée. Le tremblement de terre d'août 1999 a par exemple mis en évidence l'inefficacité des institutions, qui se sont largement révélées incapables de faire face aux demandes des populations touchées. Deux ans après la catastrophe, la plupart de ceux qui ont perdu leur logement vivent encore dans des préfabriqués (*Cumhuriyet*, 16 août 2001) et les pratiques frauduleuses des promoteurs – qui expliquent pour partie l'effondrement des bâtiments – ne semblent guère avoir changées. Un sondage récent sur la confiance dans les institutions (« A quelle institution faites-vous le plus confiance dans le pays ? ») indique par exemple une confiance de 3 % dans les partis politiques, 2 % dans le gouvernement, 1 % dans l'Assemblée Nationale, 3 % dans le judiciaire et 6 % dans la presse, 14 % pour le Président

⁴ Le ministre des Questions énergétiques, Ersümer (ANAP) a été accusé de différents détournements de fonds à partir de janvier 2001, il ne démissionnera qu'après la crise monétaire de février, malgré les réticences de l'ANAP qui menace de rompre la coalition. Le ministre des Travaux publics, Koray Aydın (MHP), est accusé d'avoir extorqué de l'argent aux entreprises passant des contrats avec l'Etat. Koray Aydın cumulait la direction de son entreprise de travaux publics et son poste de ministre des Travaux publics jusqu'à sa démission le 5 septembre 2001. Il aurait notamment demandé 10 % sur toutes les projets de reconstruction. Les détournements porteraient sur des centaines de millions de dollars.

⁵ Le noyautage n'est pas limité à ce ministère. La presse rapporte que la musique d'accueil au central téléphonique de la direction des Télécommunications de Şanlıurfa est l'hymne du MHP (*Cumhuriyet* 16 août 2001).

⁶ Une enquête chez les jeunes indique que les partis politiques viennent en dernière position dans l'ensemble des institutions avec 13,5 % des opinions pour la confiance exprimée (*YeniYüzyıl*, 28 juillet 1998).

⁷ 7 % pour le MHP, 5,4 % pour le DSP et 3,4 % pour l'ANAP (*Radikal*, 8 septembre 2001). Le barrage des 10 % a principalement été instauré pour éliminer les nationalistes kurdes de la représentation nationale et éviter les incidents qui avaient marqué le passage de Kurdes nationalistes au Parlement au début des années quatre-vingt dix (plusieurs sont encore en prison aujourd'hui).

(*Cumhuriyet* 9 août 2001). Par contre – nous y reviendrons – l’armée jouit toujours d’une confiance élevée (71%). A cette exception près, c’est donc une crise de légitimité de l’ensemble des institutions.

Par ailleurs, la « question kurde » n’est pas réglée dans la mesure où, même si le PKK a renoncé pour l’instant à la guérilla, les revendications culturelles des Kurdes ne sont toujours pas acceptées par le pouvoir⁸. Le parti nationaliste kurde HADEP, considéré par le gouvernement et l’armée comme l’aile légale du PKK, n’est pas intégré dans le jeu politique. Les disparitions de militants et les violences policières se sont multipliées récemment, augurant peut-être d’une nouvelle stratégie de la tension. Aux dernières élections (avril 1999), les partis de gouvernement ont fait des scores généralement très faibles dans les provinces kurdes et l’on constate l’apparition d’une carte politique régionale très spécifique. Enfin, depuis plusieurs mois, des grèves de la faim dans les prisons ont fait 34 morts (au 15 septembre) chez les militants d’extrême-gauche. Leur nombre devrait encore s’accroître puisque le gouvernement refuse toute négociation⁹.

Dans le champ économique, la situation se détériore depuis l’automne 2000, la chute de la livre turque - qui a perdu 40% de sa valeur en quelques jours (février 2001) – ayant marqué une dégradation brutale. Dans les trois derniers mois, le revenu national brut a diminué de 11,8 % (*Radikal*, 1er septembre 2001), alors que le pays avait déjà connu une diminution de 6% du PNB en 1999 en raison du tremblement de terre. Le nombre de chômeurs a augmenté de 650 000 en quelques mois (soit 40 % en plus) et l’inflation reste au-dessus de 40% l’an. Contrairement à la récession de 1994, causée largement par la politique du gouvernement Ciller, la crise actuelle est plus sérieuse et les prévisions pour les deux ou trois prochaines années sont généralement pessimistes. Les conséquences sont extrêmement graves pour les revenus moyens et faibles même si les chiffres officiels concernant l’économie turque sont à prendre avec beaucoup de précautions. Il est en effet possible que près de 20 % de l’économie turque soit non-comptabilisée. De façon intuitive, il est clair par exemple que le niveau de consommation des régions kurdes ne correspond pas aux données officielles, le trafic de drogue et la contre-bande jouant ici un rôle probablement très important. Les groupes sociaux les plus touchés sont le petit commerce (*esnaf*) et l’ensemble des salariés, notamment les fonctionnaires dont les salaires ne suivent pas l’inflation. On peut penser que leur pouvoir d’achat a baissé d’un tiers depuis l’effondrement de la livre turque en février. Par exemple, la plupart des instituteurs font déjà

⁸ Les affrontements dans le Sud-Est ont fait des dizaines de milliers de victimes, des milliers de villages ont été vidés par l’armée, des centaines de milliers de personnes ont été forcées de quitter leur lieux de vie. L’état d’exception dans les provinces du Sud-Est a, de plus, conduit à l’instauration d’une zone de non-droit et des milliers d’assassinats par des escadrons de la mort. Le coût économique direct est évalué à des milliards de dollars et la diplomatie turque a été largement paralysée par cette question, notamment dans ses efforts vers une intégration européenne.

⁹ Voir l’article à ce sujet dans *Critique internationale*, N°14, à paraître, janvier 2002.

un second métier en raison de la faiblesse de leur traitement et beaucoup de retraités continuent à travailler. Le salaire minimum est de 84 \$ par mois et la moitié de la population vit avec moins de 200 \$ par mois. Cette dégradation des conditions économiques a des causes politiques. Par exemple, le système bancaire, dont les dysfonctionnements sont connus, a servi aux hommes politiques à entretenir des clientélismes, notamment par le biais de prêts subventionnés au monde agricole. Pratiquement toutes les privatisations se sont traduites par des scandales avec la mise en évidence des liens entre partis politiques et intérêts économiques et les investissements étrangers, seulement 0,4 % du PNB, n'ont pas progressé depuis vingt ans.

LA FAIBLESSE ET LE CLOISONNEMENT DES MOBILISATIONS

Or, dans cette situation marquée simultanément par un effondrement de la légitimité du politique et de graves difficultés économiques, il est remarquable qu'il n'y ait pas de « crise » : les mobilisations demeurent sectorielles et sont généralement de faible ampleur. Ces derniers mois, les seules manifestations significatives, celles des petits commerçants qui se sont déroulées début avril 2001, au moment de l'effondrement de la livre turque, ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes dans tout le pays. Elles n'ont cependant pas eu de lendemain car elles n'ont pas été relayées par des acteurs institutionnels (partis, syndicats)¹⁰. Cela est d'autant plus notable que la crise frappe aujourd'hui la classe moyenne, qui dispose *a priori* de plus de moyens pour se mobiliser que les prolétaires. Par ailleurs, il y a peu de formes alternatives de mobilisations qui soient observables en dehors des manifestations publiques. La seule exception concerne les Kurdes, qui ont une forte mobilisation au sein du HADEP, mais sont *de facto* hors-système.

On peut écarter les explications par la solidarité familiale ou de quartiers, qui permettrait aux Turcs de vivre mieux la crise qu'un autre pays, et limiterait *ipso facto* la nécessité d'une action collective. Ces données peuvent, peut-être, expliquer comment la population s'arrange de la crise au quotidien, mais ne rendent pas compte de l'absence d'action collective, d'autant que les années soixante-dix avaient montré un haut niveau de mobilisation politique et syndical, avec des liens forts entre les deux types d'organisation. De plus, les théories de la « frustration relative », malgré des conditions *a priori* conformes au modèle, sont une fois de plus prises en défaut. Enfin, il faut prendre en compte, à partir

¹⁰ Les manifestations, les plus importantes depuis le coup d'Etat de 1980, ont été parfois violentes, peut-être en raison de provocateurs. Il est révélateur que les syndicats et les organisations professionnelles qui étaient à l'origine de celles-ci ont préféré renoncer à de nouveaux défilés après ces incidents.

des enquêtes disponibles, la forte demande de réforme institutionnelle qui est exprimée par la population¹¹.

De même, on ne constate pas de « désectorialisation », caractéristique des situations de crise ; les agendas politiques et économiques restent relativement étanches, alors même qu'il est généralement accepté que les politiques ont des responsabilités importantes dans les difficultés économiques, notamment l'inflation et la faiblesse de l'imposition¹². Les revendications d'un groupe ne débouchent pas sur une généralisation de la contestation. Il n'y a pas eu jusqu'ici – et rien ne laisse présager un changement – de connexion entre les mobilisations kurdes, d'extrême-gauche etc. ou un élargissement des revendications syndicales vers un changement du système politique. Ainsi, les manifestations du HADEP dans les grandes villes de l'Ouest – qui correspondent à une volonté de dépasser sa base régionale en mobilisant les Kurdes des villes de l'Ouest et peut-être, au-delà, le prolétariat urbain - n'ont pas eu pour le moment de succès notable. Aucun acteur institutionnel ne remet en cause le fonctionnement du jeu politique et on ne voit pas apparaître de mobilisations spontanées (type mai 68), de mouvements de grèves etc.¹³ Pour une crise économique d'ampleur comparable, on voit combien les réactions sont différentes de celles de l'Argentine par exemple.

L'exil, symbolique ou réel, est la réaction la plus répandue face aux difficultés sociales et politiques. En l'absence de mobilisations, les réactions les plus fréquentes sont le désir de partir à l'étranger ou le repli sur la sphère familiale¹⁴. Une part importante des jeunes expriment un désir de chercher du travail à l'étranger, ce qui reflète à la fois des anticipations pessimistes pour l'économie turque et pour la possibilité d'un passage rapide à la démocratie. On constate effectivement des demandes de visas plus nombreuses pour aller travailler à l'étranger. De plus, les enquêtes d'opinions et, de façon concordantes, les conversations quotidiennes montrent un fort cynisme social, qui reflète les pratiques de corruption très répandue et le sentiment d'aliénation et de manipulation par des intérêts obscurs. Au moment où les perspectives d'adhésion à l'Union Européenne s'évanouissent, au moins pour la prochaine décennie, la Turquie n'a plus de projet mobilisateur.

¹¹ Une enquête du TESEV (Fondation pour les études économiques et sociales) montre que plus des deux-tiers des interviewés expriment leur demande de réforme des institutions, notamment au niveau municipal où les *bakshish* sont considérés comme nécessaire par plus de la moitié des sondés pour faire aboutir une demande.

¹² La désectorialisation suppose notamment une réduction de l'autonomie des sphères d'action, une moindre spécificité des enjeux, la prise en compte de l'ensemble du contexte dans les calculs des acteurs d'un champ spécifique (Dobry, op. cit., p. 143).

¹³ Les déclarations de Mesut Yılmaz (dirigeant de l'ANAP, un des partis de la coalition) concernant un « syndrome de la sécurité nationale » qui empêcherait les réformes nécessaires à l'intégration européenne ont été diversement accueillies par la presse, mais rejetées par la quasi-totalité des partis politiques.

¹⁴ Il semble qu'il y ait une augmentation du nombre des suicides liés à la crise économique (*Cumhuriyet*, 10 septembre 2001).

MOBILISATIONS SOCIALES ET REGIME SECURITAIRE

On est conduit à chercher les raisons de cette incapacité à se mobiliser dans le fonctionnement du système politique. En effet, la nature sécuritaire du régime turc a pour principale conséquence – ou pour principal trait structurel – de limiter les mobilisations et d'empêcher leur extension à d'autres secteurs de la société. Quatre dimensions ont retenu notre attention : les institutions, l'idéologie et les médias, la faiblesse des solidarités et enfin la présence de minorités.

En premier lieu, les institutions politiques utilisent plusieurs stratégies pour limiter les mobilisations. Ainsi, la maîtrise du temps, et notamment du calendrier électoral, permet de diffuser les mobilisations en jouant sur l'usure des mouvements. Cette stratégie n'est en rien spécifique au régime turc, mais trouve une application particulière ici car les mobilisations ne parviennent généralement pas à trouver de relais institutionnels qui leur permettraient de durer. De plus, le pouvoir augmente les coûts de la participation aux manifestations par la violence, prévisible car systématique, de la répression policière¹⁵. Ainsi, les cortèges du HADEP qui défilaient le jour de la paix (1^{er} septembre) se sont heurtées à la police, ce qui a entraîné un mort et des centaines d'arrestations¹⁶. De même, le pouvoir peut également interdire purement et simplement certaines activités propices à l'émergence d'une mobilisation. L'interdiction pour un mois de toute manifestation à Ankara en avril 2001 est de ce point de vue stratégique, car elle empêche une montée en puissance de la mobilisation, après les défilés importants de protestation contre la dégradation de l'économie. De même, le gouvernement censure les médias (quelquefois même étrangers comme la BBC et Deutsche Welle en août 2001) et fait pression pour éviter une couverture favorable, ou simplement « excessive », de certains événements¹⁷. Ainsi, le journal *Radikal* (centre-gauche) a fait l'objet de pressions financières pour qu'il renonce à couvrir les grèves de la faim. Après plusieurs dizaines de morts, celles-ci (qui continuent) n'ont pratiquement plus de place dans les médias. Enfin, le pouvoir dispose d'une institution militaire dont les procédures de fermeture sont particulièrement efficaces, en raison notamment de l'habitus qui est développé dans les écoles d'officiers¹⁸. La certitude des acteurs (justifiée ou non)

¹⁵ Sur ces aspects voir Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Addison-Wesley Publishing Company, 1978.

¹⁶ L'efficacité de la violence policière est cependant limitée car les victimes alimentent une représentation du martyr et beaucoup de jeunes hommes et femmes, qui ont subjectivement la sensation de ne rien avoir à perdre, sont disponibles pour des actions violentes/sacrificielles.

¹⁷ Le ministère de l'Intérieur envoie régulièrement des guides de référence à la radio télévision d'Etat précisant les catégories à utiliser pour décrire les personnes ou les événements. Par exemple, il est déconseillé de parler de « Kurdes », on préférera « citoyen turc », « la révolte kurde », « l'insurrection kurde » etc. sont bannies au profit de « les activités terroristes » (*Turkish Daily News*, 5 avril 2001). Ces guides de rédaction sont largement imposés aux médias non-étatiques.

¹⁸ Ce système de formation, qui sélectionne les candidats - entre autres choses - sur leur milieu d'origine (la présence d'un militant de gauche ou islamiste dans la famille est fatale au candidat), fonctionne avec des purges

quant à la disponibilité des militaires à intervenir sert de stabilisateur à l'ensemble du système et dissuade toute contestation ouverte. Plus marginalement, les procédures de contrôle des fonctionnaires, interdiction de manifester par exemple, servent au même objectif¹⁹. De ce point de vue, la très faible légitimité des partis politiques a pour principal effet de renforcer le poids des institutions étatiques, notamment l'armée, qui développe une rhétorique de l'intérêt général dissimulant des intérêts de classe.

Deuxièmement, un des freins les plus importants à la mobilisation est la construction par les médias et l'idéologie officielle de la protestation et de la critique de l'Etat comme une trahison contre la nation turque. En effet, le concept central pour la légitimation du pouvoir en Turquie est la " sécurité nationale " (*milli güvenlik*), qui ne se présente pas ouvertement comme une idéologie, mais comme l'expression d'une rationalité particulière, liée à des contraintes de sécurité. Cette idée, introduite en Turquie dès le début de la République, a trouvé dans les années soixante une formulation particulièrement cohérente et s'est imposée après le coup d'Etat de 1980 comme une méta-idéologie (qui délimite les frontières de ce qu'il est politiquement légitime de dire). Ce concept, présent dans tous les livres scolaires, justifie l'intervention de l'armée dans pratiquement tous les domaines de l'activité sociale : l'information, les partis politiques, l'enseignement, etc. Envisager les principales questions sociales et politiques à partir de cette grille de lecture sécuritaire implique notamment la recherche d'un ennemi intérieur - en relation éventuellement avec des puissances étrangères - qui travaille à la destruction de la Turquie, ce qui tend à stigmatiser toute opposition comme une trahison et à interdire, au nom de l'objectivité de l'intérêt national, toute remise en cause de la politique, notamment étrangère, de l'État. Loin d'être une sphère d'actions répondant à des règles spécifiques et des intérêts objectifs (sur le modèle réaliste/aronien), la politique étrangère est le lieu de l'objectivation maximale des institutions, notamment par l'assurance réciproque de leur existence sociale que les Etats se donnent (et donnent aux populations) par le jeu de la concurrence inter-étatique et par les mobilisations nationalistes qu'il permet. L'envers, en quelque sorte, du concept de sécurité nationale est celui de terrorisme, qui finit par désigner aujourd'hui un ensemble extrêmement varié de phénomènes. En effet, ces dernières années, le terme de terrorisme est appliqué à des catastrophes naturelles, au résultat de comportements sociaux (accidents de la route, violence dans les stades, etc.). Finalement, le système autoritaire produit la violence qui légitime en retour l'absence de démocratie, ce qui n'a rien de

régulières pour écarter les éléments politiquement déviants. De plus, l'idéologie enseignée aux futurs officiers prévoit explicitement la désobéissance aux autorités civiles si les dogmes kémalistes ne sont pas respectés, ce qui est à l'appréciation de la hiérarchie. Pour une description journalistique de la formation de l'habitus militaire, voir Mehmet Ali Birand, *Shirts of Steel*, London, Tauris, 1991.

¹⁹ Dans le même esprit, une proposition de loi (finalement bloquée par la présidence) permettait au gouvernement d'exclure de la fonction publique les individus suspectés de séparatisme ou de sympathies islamistes sur la foi de rapports secrets.

particulier à la Turquie comme on le voit avec l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie, le Pakistan, etc. Les périodes de tensions internationales, parce qu'elles renforcent la crédibilité du discours sur la menace, sont instrumentalisées par le pouvoir pour renforcer sa légitimité²⁰. La forte cote de popularité de l'armée, mentionnée plus haut, montre que le discours sécuritaire, la peur de l'« anarchie », a été intériorisé par une part importante de la population.

Les médias fonctionnent comme un relais de l'idéologie sécuritaire, ce qui n'est pas contradictoire avec les critiques ponctuelles et les campagnes de presse contre un ministre corrompu²¹. De façon générale, les manifestations sont présentées comme essentiellement violentes et constituant des rebellions contre le pouvoir. Les médias ne donnent pas l'opportunité d'émerger à un leader « alternatif », du type de José Bové en France, et rendent plus difficile la formulation des demandes sociales. Par ailleurs, la crise économique a été traitée sur le mode résolument optimiste par les médias, notamment la télévision, ce qui peut s'expliquer par le fait que les médias sont généralement la propriété de grands groupes qui ont des intérêts économiques à maintenir la confiance du public. Au printemps dernier, la construction médiatique d'un « charisme » autour de la personnalité de Kemal Derviş (ministre d'Etat chargé des questions économiques) avait pour objectif de créer un effet de confiance. Les deux principaux groupes de presse, Doğan et Sabah, ont notamment financé leur développement sur les fonds gouvernementaux dans les années quatre-vingt, par le biais de participation dans des banques (Disbak et Etibank respectivement). Fin mars 2001, l'arrestation du propriétaire de Sabah, Bilgin, pour avoir détourné quelques centaines de millions de dollars par l'intermédiaire d'Etibank, permet de deviner les liens étroits entre médias, gouvernement et système bancaire.

Troisièmement, la faiblesse des solidarités (regroupements volontaires : des associations aux partis politiques en passant par les syndicats) est une conséquence du coup d'Etat de 1980²², qui a eu pour effet de poser des limites très strictes aux libertés syndicales et de briser durablement le mouvement ouvrier turc. Dans ces conditions, les structures existantes dans les années soixante-dix, qui permettaient l'action collective ont largement disparu. De plus, les partis islamistes – dans l'opposition et porteurs d'un discours contestataire – sont en phase de réorganisation. Ainsi, le Fazilet a été interdit comme son prédécesseur, le Refah. Les nouveaux partis qui tentent de se former malgré

²⁰ De ce point de vue les attentats aux Etats-Unis, vont fournir pendant des années la plus parfaite des excuses aux pratiques sécuritaires, en Turquie et ailleurs.

²¹ Précisons que les garanties individuelles des journalistes (type clause de conscience) sont inexistantes.

²² Rappelons que le coup d'Etat de 1980, qui avait pour but avoué de « dépolitiser la société » a été extrêmement brutal : 650 000 personnes en garde à vue, des centaines de décès suspects, la torture généralisée et une purge de l'administration, notamment de l'enseignement, de ses éléments politisés.

les obstacles financiers ou judiciaires²³ n'ont pas encore de capacité de mobilisation. Un des seuls partis à avoir une structure militante forte, le HADEP, a une base trop régionale pour servir de catalyseur et s'imposer comme alternative (5,5% des voix aux dernières élections)²⁴. Malgré un certain développement des associations non-politiques dans les années quatre-vingt dix (en dehors des régions kurdes), celles-ci n'ont pas joué comme structure de mobilisation. En fait l'histoire récente indique au contraire la capacité de l'Etat à manipuler la « société civile ». Ainsi, les militaires ont pu obtenir le soutien des principales confédérations syndicales contre la « réaction », c'est-à-dire les islamistes, ce qui les a conduit indirectement à avaliser le coup d'Etat « post-moderne », selon l'expression de la presse turque, de 1997²⁵.

En dernier lieu, la faiblesse des mobilisations peut s'expliquer par la présence de différentes communautés et de systèmes clientélistes peu favorables aux mobilisations « horizontales »²⁶. La structure communautaire de la société turque - notamment l'existence de deux minorités ethnique (kurde) et religieuse (alévie) qui, additionnées, représentent plus du tiers de la population - est dans la situation actuelle un frein à une mobilisation élargie en raison des relations antagonistes entre les différents groupes. Les revendications des minorités sont considérées comme illégitimes et ne sont généralement pas reprises par les acteurs politiques institutionnels²⁷. Ainsi, le fait que les militants en grève de la faim soient très majoritairement des Alévis joue probablement un rôle dans leur marginalisation. Il y a donc une difficulté particulière à synchroniser les différentes mobilisations communautaires. La présence généralisée de relations clientélistes dans le champ économique et politique limite aussi probablement la capacité d'action des groupes sociaux²⁸.

²³ L'ancien maire d'Istanbul, Tayyip Erdoğan, fondateur d'un nouveau mouvement, AK Partisi, est ainsi victime d'une véritable guérilla judiciaire, probablement due à sa notoriété et aux fortes intentions de vote pour son parti dans les sondages.

²⁴ Si la stratégie de dépolitisation a globalement fonctionné en Turquie, elle a produit des effets inverses dans les provinces kurdes où l'on constate au contraire une montée spectaculaire de l'engagement politique, et l'affaiblissement des systèmes clientélistes traditionnels dans le vote notamment.

²⁵ Voir Günter Seufert, « The impact of Nationalist Discourses on Civil Society », in Stefanos Yerasimos, Günter Seufert, Karin Vorhoff, *Civil Society in the Grip of Nationalism*, Orient-Institut et Institut Français d'Etudes Anatoliennes, Istanbul, 2000.

²⁶ On retrouve une des hypothèses d'Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.

²⁷ Les réticences actuelles des Alévis par rapport au CHP (parti pour lequel ils votaient de façon préférentielle à certaines périodes) tient notamment à l'absence de prise en compte de leurs revendications spécifiques.

²⁸ A notre connaissance, il n'y a pas d'études sur cette question en Turquie. En fait, les effets des réseaux clientélistes peuvent être complexes dans la mesure où ils fournissent aussi des structures de mobilisation des ressources. On peut faire l'hypothèse que les actions collectives de ces réseaux se feront sans chercher une légitimité dans l'espace public, ce qui limite les possibilités d'élargissement des protestations à d'autres secteurs sociaux et fonctionnent surtout dans des conjonctures routinières. Pour un exemple de politisation par clientélisme voir Camille Goirand, « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro », in Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998, pp. 111-144.

CONCLUSION : CONTROLE ET CLOISONNEMENT SOCIAL

L'objectif assumé du coup d'Etat militaire de 1980, « dépolitiser la société », semble avoir été atteint, c'est du moins ce que laisse supposer la faiblesse des actions collectives et le recours à la violence de protestataires marginalisés à l'extrême-gauche. Les techniques de diffusion des crises, sans être radicalement différentes de celles des systèmes démocratiques, sont plus efficaces en raison d'un meilleur contrôle des médias et, surtout, de la prégnance de l'idéologie sécuritaire qui criminalise toute déviance. Cette absence de relais des revendications est une des causes fondamentales de la violence politique (kurde, extrême-gauche, islamiste) qui sévit en Turquie depuis le coup d'Etat de 1980. Le système politique turc fonctionne finalement sur la logique de l'état d'exception, justifiée par les effets de sa pratique, c'est-à-dire la violence politique. Les stratégies de cloisonnement empêchent l'émergence d'une dynamique multisectorielle, ce qui permet de comprendre la « passivité » de la société turque face à la dégradation de la situation économique et politique. Il est en particulier remarquable que la situation des régions kurdes depuis vingt ans n'ait jamais provoqué une crise du régime en place. De même, l'extrême-gauche est ghettoïsée depuis des années.

Enfin, si rien ne prouve que les pressions de l'UE pour une modification du système juridique ne conduiront pas, sur le long terme, à un affaiblissement de la capacité de contrôle, notamment par une diminution de la probabilité d'une intervention militaire, l'idéologie sécuritaire fonctionne aujourd'hui comme la norme du système politique. Cependant, si une mobilisation multisectorielle intervenait effectivement, rien ne prépare les institutions, l'armée et la classe politique à une telle situation, et une rupture pourrait avoir des conséquences majeures.